



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°464 (19 JUILLET 2026)

L'AVENIR DES VILLES MOYENNES

L'AVENIR DES VILLES MOYENNES

Introduction

Philippe Meyer :

Le déclin des villes moyennes et des sous-préfectures françaises constitue aujourd'hui un enjeu majeur, à l'intersection des questions économiques, sociales et politiques. Selon Fabien Verdier, ancien maire de Châteaudun et président de l'association « *Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures* », cette érosion résulte d'une combinaison de désindustrialisation, de métropolisation, de retrait des services publics et de fractures sociales croissantes. L'exemple de Châteaudun illustre cette spirale : entre 1980 et aujourd'hui, la population est passée de 16.000 à 13.200 habitants, les fermetures industrielles et militaires ont supprimé plusieurs centaines d'emplois, et le sentiment d'abandon vis-à-vis de l'État s'est accru.

Malgré ces difficultés, ces territoires conservent des atouts encore sous-exploités : taille humaine, patrimoine, qualité de vie et potentiel d'expérimentation de politiques publiques innovantes. La crise sanitaire a également favorisé un léger regain migratoire, soutenant la redynamisation de certains marchés immobiliers. Pour accompagner ces dynamiques, l'État a lancé plusieurs programmes de revitalisation, dont le plus emblématique est *Action cœur de ville*. Lors du premier quinquennat, ce dispositif a mobilisé près de 6 milliards d'euros, avec une promesse de 5 milliards supplémentaires lors du second quinquennat, pour 234 villes et plus de 6.500 opérations, incluant la rénovation de dizaines de milliers de logements. Les indicateurs témoignent d'un impact réel : + 17 % de ventes immobilières depuis 2018 et 91.000 logements remis sur le marché. Cependant, la vacance commerciale reste élevée (12-12,7 %), et l'effet sur l'emploi et le PIB

demeure difficile à mesurer. Par ailleurs, les aides publiques représentent moins de 25 % du financement total, limitant leur effet levier.

Face à ces constats, Fabien Verdier propose 21 mesures concrètes visant à renforcer l'action de l'État, soutenir l'industrie et l'emploi, améliorer l'attractivité et réduire l'isolement des sous-préfectures. Ces propositions répondent également à un enjeu politique majeur : le sentiment d'abandon a favorisé la progression du Rassemblement National. Lors des élections municipales de mars 2026, le RN est passé de 22 à 74 mairies et a obtenu plus de 3.000 conseillers municipaux dans 84 départements, traduisant un déplacement du centre de gravité politique vers les villes moyennes. Ce phénomène, combiné au recul de la gauche et aux recompositions à droite, accentue les fractures territoriales et place ces communes au cœur des enjeux électoraux à l'approche de l'élection présidentielle de 2027.

Antoine Foucher :

Je suis très heureux de pouvoir vous interroger aujourd'hui, car il existe très peu d'élus qui défendent la France qui perd dans la mondialisation de manière argumentée, raisonnable, sans exploiter ce déclassement à des fins électorales.

Ce qui vous distingue, c'est à la fois un discours de vérité et des propositions.

Je voudrais vous interroger sur ces propositions. D'abord sur la

désindustrialisation, qui apparaît comme une cause majeure du déclassement des territoires. Vous proposez de donner aux 235 maires de sous-préfectures un quota foncier dérogatoire pour réimplanter des industries. Cette proposition existe depuis plusieurs années. De manière peut-être naïve, je me demande pourquoi elle n'a pas fait l'objet d'une proposition de loi ou d'un projet de loi. Elle semble pourtant consensuelle, sans coût supplémentaire, sans effort demandé aux citoyens. Tous les industriels disent aujourd'hui que le principal frein à la réindustrialisation n'est pas le coût du travail. La France n'est pas plus chère que des pays européens plus industrialisés. Il y a un sujet de fiscalité, mais aussi un problème de foncier et de normes. Votre proposition répond précisément à cet enjeu territorial. Pourtant, elle n'a pas été discutée et reste peu connue au Parlement. Comment l'expliquez-vous ?

Ma seconde question est plus difficile. Dans la désertification, ou l'abandon — le terme ne me paraît pas excessif — des villes moyennes et des sous-préfectures, n'y a-t-il pas une dimension tragique, en partie insurmontable ? Je prends l'exemple de la santé. Vous avez raison de rappeler que, depuis quarante ans, nous dépensons 3 % de PIB de plus pour la santé, mais que ces dépenses supplémentaires servent surtout à rembourser les médicaments, pas à financer des hôpitaux ou des maternités. On dépense plus, tout en fermant des établissements, ce qui s'explique par l'absence d'investissement dans les

infrastructures collectives. Mais existe-t-il aussi des raisons légitimes à certaines fermetures ? Sur les maternités notamment, des médecins expliquent que lorsqu'il n'y a pas assez d'accouchements, on perd la pratique, ce qui peut accroître les risques pour les patientes. D'où ma question : n'y a-t-il pas un cercle vicieux — moins d'habitants, donc moins de naissances, donc fermeture des maternités, donc encore moins d'habitants — et, dans ce cas, comment le briser ?

Fabien Verdier :

Sur votre première question, il y a un refus d'obstacle du Président de la République et de ses gouvernements : ils n'ont pas du tout pris la mesure de ce qui se passe dans ces 235 villes sous-préfectures, de Calvi à Limoux, de Tournon-sur-Rhône en Ardèche à Châteaudun en Eure-et-Loir. Nous avons subi une déprise économique et industrielle massive depuis trente ou quarante ans. Quand on applique le « zéro artificialisation nette », on dit en réalité à ces villes : entre 2005 et 2020, vous avez consommé très peu de foncier, donc entre 2020 et 2035, vous ferez encore moins. À Romorantin, à Châteaudun ou à Vierzon, cela revient à leur dire : « *vous ne pourrez plus vous développer.* » Or ces territoires ont perdu des milliers d'emplois. Châteaudun a perdu 3.500 emplois en une trentaine d'années, publics et privés, ce qui est colossal pour une ville de 13.000 habitants. Plutôt que de leur permettre de renaître, on les enferme. Pourtant, quand on défend une sous-préfecture, on défend un bassin de vie de 30 ou 40 kilomètres. À Marmande, dans le Lot-et-Garonne, ce sont 120.000 habitants qui viennent chercher de l'industrie, de l'hôpital, de la culture, des lycées. À Redon, au sud de l'Ille-et-Vilaine, ce sont 50.000 habitants. Et on ne propose pas à ces territoires de renaître. À Châteaudun, il y a trois cimetières. Si le projet politique est d'ajouter deux cimetières et trois Ehpad, quel projet de société propose-t-on ? Il faut permettre à ces villes de renaître.

Sur les maternités, je suis directeur d'hôpital. Nous avons géré la pénurie en

laissant s'installer les médecins sur le littoral ou dans les grandes métropoles. Dans les villes moyennes et les zones rurales, de la Creuse à la Nièvre, de l'Eure-et-Loir à la Sarthe, les moyens sont insuffisants, en médecins généralistes comme en spécialistes. Si on organise la rareté, on condamne ces territoires. Dire qu'on ne maintient pas une maternité, c'est prendre le problème à l'envers. Il faut raisonner en bassins de vie. On ne peut pas dire à des habitants qu'ils sont à une heure ou plus d'une maternité. À Châteaudun et dans les communes autour, Vald'Yerre, Brou, Cloyes-sur-le-Loir, des milliers de personnes sont concernées. Si la maternité est à Chartres ou à Orléans, on éloigne les femmes. Nous avons interrogé plusieurs centaines de femmes : elles disent *avoir peur* d'avoir un enfant. L'une a pris un hôtel près de Chartres une semaine avant. Une autre est arrivée à Chartres et a été envoyée à Dreux. Les exemples sont nombreux : des pompiers font accoucher sur les routes, une voisine a assisté un accouchement à 5 h 30 du matin, le bébé est né en vingt minutes, des ambulanciers expérimentés ont été traumatisés par des accouchements d'urgence.

On peut laisser les élites décider à Paris, mais quelle est leur légitimité pour organiser cela, pour décider de l'avenir de ces femmes ? Cela ne m'étonne pas que nous ayons 200.000 naissances en moins en France. La natalité est, à mon sens, le premier sujet du pays, presque devant l'industrie ou la souveraineté. Si l'on ne peut plus naître dans ces territoires, on se prive des élites futures, sportives, culturelles, scientifiques. Champollion est né à Figeac. Si l'on concentre tout à Toulouse, Lyon, Marseille ou Paris, on affaiblit l'avenir du pays. Il faut rééquilibrer sur la naissance, l'industrie, l'économie, la culture, l'enseignement supérieur et la recherche. Il faut des formations Bac +5 dans ces villes. Sinon, on ne peut pas envoyer ses enfants à Toulouse ou à Nantes : c'est trop cher, trop loin, et il y a des déterminismes sociaux.

Cela suppose une volonté politique, au niveau régional ou national. On constate que dès qu'il y a du développement, la situation politique change. Dans le Médoc, après un plan porté par le département de la Gironde, le député RN a perdu. Il

faut développer ces territoires, pas seulement faire de la cohésion ou de l'aménagement du territoire. C'est trop tard et trop peu, comme Action cœur de ville. 91.000 logements ont été rénovés, mais à l'échelle du pays, c'est insuffisant : rien que dans le grand Châteaudun, nous avons rénové 22.000 logements ... Nous sommes dans une société déséquilibrée où les métropoles ont gagné, où Shanghai, Chongqing, Chicago ou Dubaï ont gagné, et où les villes moyennes, ces « terminaisons nerveuses » ou « colonne vertébrale » de la République, comme Langon ou Neufchâteau, ont perdu. Si on ne reconstruit pas cette France, si on ne remet pas des maternités, de l'industrie, de l'activité, alors la République est finie.

Lucile Schmid :

Merci beaucoup pour votre approche, qui éclaire de façon très importante ce qui vient de se passer pendant la campagne municipale et dans ses résultats. Pendant cette campagne, on a eu très peu d'indicateurs sur ce qui se passe dans les villes moyennes, les villes sous-préfectures, et, comme le rappelait Philippe, ces élections se sont traduites par une progression importante du Rassemblement National, avec 3.000 conseillers municipaux, et la perspective d'un groupe au Sénat à l'automne. Ces résultats peuvent passer inaperçus, parce qu'en même temps le Rassemblement National n'a pas réussi sa conquête dans les villes plus importantes, à l'exception, sans doute, de Nice. Vous nous apportez donc des indications très précieuses, fondées sur votre expérience de maire, sur la vie dans ces villes moyennes qu'on connaît mal, sur lesquelles on dispose de peu de chiffrages, de peu d'indicateurs, et même de peu de bons reportages. C'est un point important.

Dans vos 21 propositions, deux ou trois éléments ont retenu mon attention, parce que vous essayez justement de chiffrer les choses, de donner des indicateurs qui permettraient à la fois de mieux connaître ces villes et de lutter contre le sentiment d'abandon qu'évoquait Antoine. Vous dites, par exemple, qu'il faut

abaisser le seuil permettant à une ville d'avoir des administrateurs territoriaux. Vous dites aussi qu'il faut un certain nombre de visites ministérielles par an. Je me suis demandé si vous aviez, au fond, une forme d'obsession des indicateurs, par exemple la visite ministérielle, qui permettrait à chacun de se sentir important l'espace d'une journée. J'aimerais vous entendre là-dessus, parce que ce que vous dites, c'est peut-être aussi que cela obligerait les ministres, ou ceux qui gouvernent, ces technocrates dont vous venez de parler, à mieux connaître la vie réelle de certains Français, de ceux qui se sentent exclus de la mondialisation. Cela m'intéresserait donc de vous entendre sur la manière dont vous avez construit les indicateurs de vos 21 propositions. Et puis je viens de vous entendre longuement sur la maternité, sur les femmes qui accouchent au bord de la route, mais j'aimerais vous entendre plus spécifiquement sur l'enjeu de l'éducation. Vous parlez de recherche. On sait aujourd'hui que les inégalités scolaires sont extrêmement fortes en France, qu'on ne cesse de parler de la baisse du niveau en mathématiques, et qu'on constate une difficulté persistante à organiser l'égalité des chances en matière d'éducation. Dites-nous, vous qui avez fait beaucoup d'études, ce qu'est pour vous l'égalité des chances en matière éducative quand on habite dans une ville sous-préfecture. Comment cela se passe-t-il concrètement ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour réinstaller une éducation qui soit réellement nationale ?

Fabien Verdier :

Sur les indicateurs, je suis très attaché aux chiffres, d'abord pour objectiver la situation, qui reste aujourd'hui très largement perçue de manière subjective. Sur les naissances, par exemple, il n'existait pas de registre national jusqu'au début de l'année 2025. Il a fallu en créer un, notamment pour mieux suivre des indicateurs comme la mortalité infantile, qui est montée à 4,1 pour mille. De la même manière, on ne connaît pas le PIB de villes comme Romorantin, ni celui de leurs bassins de vie, alors que ce sont des données *essentiels*.

Dans nos 21 propositions, sur le site ville-sous-préfecture.fr, nous insistons sur la nécessité de produire des monographies, de faire venir sociologues, économistes, géographes à Langon, Marmande, Le Vigan, Narbonne. On pourrait même encourager des travaux universitaires, avec des financements modestes, pour des mémoires ou des thèses sur ces territoires. Ces indicateurs permettraient de mieux mesurer et de mieux comprendre des espaces qui concernent des millions d'habitants, 12 à 15 millions.

Une sous-préfecture, c'est un bassin de vie. À Châteaudun, l'arrondissement représente environ 70.000 habitants, avec des flux venant du Loir-et-Cher ou du Loiret. Des habitants parcourent 30 ou 40 kilomètres pour accéder à un train, à un hôpital qui emploie 700 agents, à des services. Il faut donc renforcer cette approche par les indicateurs. Et au-delà, il faut que les médias s'y intéressent. On parle en permanence de ce qui se passe à Paris, comme les voies sur berges, mais on se désintéresse totalement de villes comme Montluçon. Même dans la presse, il faut parfois convaincre pour parler de ces territoires plutôt que de métropoles comme Dijon ou Montpellier. Nos villes sous-préfectures ne sont pas la ruralité : ce sont des petites villes, des villes moyennes, des villes d'avenir, à taille humaine. Elles disposent de nombreux atouts : associations, commerces, hôpital, médiathèque, gare. Il faut s'appuyer sur cela pour attirer des habitants et recréer de la croissance endogène. Si l'on dispose de 100 ou 200 hectares de foncier, on peut implanter des usines. Dix usines sur 100 hectares, et la dynamique repart : le PIB augmente, l'activité revient.

Sur l'éducation, c'est un enjeu vital. J'ai été formé à l'économie de la croissance endogène : la croissance repose sur les infrastructures et sur le capital humain. Or, dans ces territoires, on perd les deux. Quand on ferme un tribunal, on perd des magistrats, des greffiers, des avocats. Quand on ferme une maternité, on perd des gynécologues, des anesthésistes, des sages-femmes. Et cela a des conséquences concrètes, y compris pour des actes de santé courants, comme les dépistages. L'éducation pose le même problème. Sans bons lycées, sans

pôles d'excellence, sans établissements d'enseignement supérieur, il n'y a plus d'espérance pour ces territoires. Il faut des formations jusqu'à Bac +5, publiques et privées, dans ces villes. Sinon, les jeunes partent étudier ailleurs et ne reviennent pas. En faisant du porte-à-porte, j'ai souvent entendu : « ils sont partis à Bordeaux, à Nice ». Ils sont partis faire des études, puis ont trouvé un emploi ailleurs, souvent dans les métropoles.

Si l'on ne développe pas simultanément l'économie, l'industrie, la santé, l'éducation, on ne recrée pas de dynamique. Il faut reconstruire la République là où elle s'est effacée. Quand les territoires sont délaissés, le Rassemblement National progresse. Ce n'est pas un sentiment, c'est une réalité que les habitants expriment depuis des années. Ils ont subi de plein fouet la mondialisation, perdu des emplois, et doivent désormais parcourir 50 ou 80 kilomètres pour accéder à la santé ou à la justice. Nous sommes devenus, en quelque sorte, les nouvelles banlieues de la République en termes de paupérisation. Si l'on ne recrée pas une croissance endogène, avec de l'enseignement supérieur, des formations Bac +3, Bac +5, des écoles d'ingénieurs ou de commerce, accessibles localement, on passe à côté de l'essentiel. À Châteaudun, certains jeunes ont déjà du mal à rejoindre un lycée situé à quelques kilomètres. Comment les envoyer à Nantes ou à Orléans, avec les contraintes financières et sociales que cela implique ? Il faut donc une transformation profonde, une révolution copernicienne du développement territorial. Il faut recréer des conditions de vie complètes : culture, éducation, sport, économie. Les villes sous-préfectures sont des chefs-lieux d'arrondissement : elles structurent des territoires entiers. C'est à cette échelle qu'il faut reconstruire.

Philippe Meyer :

Vous avez en partie répondu à la question que je voulais vous poser sur la capacité de votre mouvement à intéresser la presse à la situation des sous-préfectures et à ses propres travaux. Dans cette émission, nous aurons entendu

des noms qu'on n'entend jamais : Marmande, Langon, Redon ... La presse évoque ces territoires le plus souvent sur un mode tragique, en reprenant des analyses comme celles de Christophe Guilluy, pour dire que tout est joué. Vous avez, au contraire, insisté sur l'intérêt des monographies. Je voudrais souligner ce point, car lorsque la grande question sociale s'est posée au XIXe siècle, les réponses ont été élaborées à partir de monographies, ensuite regroupées et synthétisées par l'Académie des sciences morales et politiques. Ces monographies ont nourri la réflexion sur le travail des enfants, la condition des femmes, le repos hebdomadaire, le logement. Elles ont contribué à la fois à la doctrine de Marx et à la doctrine sociale de l'Église. Elles ne produisent pas des solutions automatiques, mais permettent de réfléchir à partir d'observations de terrain. C'est ce que vous évoquiez sur les maternités : d'un côté, un point de vue médico-technique, de l'autre, le point de vue du terrain. C'est de la confrontation de ces approches que peuvent émerger des décisions raisonnables, même si elles ne satisfont pas tout le monde. J'en reviens à la question de l'information. 235 villes, cela représente beaucoup de monde. Parmi elles, il y a des maires qui sont des figures régionales, parfois nationales. Quels sont les relais possibles, et quels obstacles rencontrez-vous pour médiatiser à la fois votre diagnostic et vos propositions ?

Fabien Verdier :

En une phrase, il y a une sécession géographique et intellectuelle des élites. Elles habitent à Paris et dans les grandes métropoles. En France, sur 5 millions de cadres, 3 millions vivent et travaillent à Paris et dans les douze plus grandes métropoles — Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Nice, Lille ... Elles ne vivent même plus à Clermont-Ferrand, à Orléans ou à Dijon. Les travaux de l'INSEE montraient déjà en 2012 que l'emploi métropolitain supérieur représentait environ 12 % dans des villes comme Châteaudun, contre 31 % en Île-de-France. Et l'écart s'est encore creusé. En concentrant tout dans les métropoles, on ne voit

plus le reste du pays.

C'est un phénomène qu'on observe ailleurs, aux États-Unis avec l'élection de Donald Trump, ou dans d'autres pays de l'OCDE. Les villes moyennes ont été les grandes perdantes des trente dernières années, sous l'effet de forces centrifuges puissantes : désindustrialisation, fermeture des tribunaux. Une personne me racontait avoir commencé sa carrière à Rethel, dans les Ardennes, et avoir vu la fermeture du tribunal et la paupérisation intellectuelle de la ville. Quand tout est à Paris — les médias, les rédactions, Radio France — on ne voit plus ces territoires. Et certains expliquent que dans le Perche, il y a des Parisiens le week-end. Mais ces décisions prises depuis Paris ferment progressivement les services : maternités, tribunaux, lignes ferroviaires ...

Prenons les transports. La ligne TGV Paris-Bordeaux a mobilisé 7 milliards d'euros d'investissement public. À côté, il faudrait environ 50 millions pour moderniser la ligne Châteaudun–Paris-Austerlitz. Elle n'est même pas électrifiée. On arrive à Austerlitz au diesel, on s'arrête avant la verrière parce qu'elle est classée. Nous sommes relégués, comme en quatrième division. Quand on parle de la France des TER, on parle de la France des mobilités. Il faut des trains à l'heure, des liaisons efficaces. À Marmande, on demande des trains intercitys. À Céret, dans les Pyrénées-Orientales, on a refusé la construction d'un pont pourtant soutenu par tous les acteurs locaux, à cause d'une décision technocratique. Tout cela contribue à l'invisibilisation de ces territoires. Et cette relégation produit de l'abstention — plus de 40 % à Châteaudun aux élections municipales — puis des votes extrêmes, pour Jordan Bardella ou Jean-Luc Mélenchon. Parce que les gens ne se reconnaissent plus.

C'est ce qui s'est passé aux États-Unis : les élites ont cru que le pays se résumait à New York et San Francisco, oubliant ce qu'il y avait entre les deux. De la même manière, comme les élites médiatiques, culturelles, scientifiques ou technologiques ne vivent plus dans ces territoires, on ne s'en rend pas compte.

Philippe Meyer :

Vous avez développé le constat que vous aviez commencé à exposer, mais vous n'avez pas répondu à ma question : comment imposer ce diagnostic, que vous portez avec beaucoup de concret, aux médias, au débat public, aux mouvements politiques, alors que vous représentez tout de même 235 villes, donc une force réelle, en population comme en élus ?

Fabien Verdier :

La réponse est gramscienne : on impose par les idées. Sur notre site, nous avons publié une trentaine de tribunes, et nous remercions ceux qui nous donnent accès au débat médiatique, comme vous ou Natacha Polony. Ensuite, il faut rencontrer les élites. Nous étions encore récemment au ministère des Affaires européennes. Mais à chaque fois, ceux que je fais venir sur le terrain me disent : on a l'impression qu'ils vivent sur une autre planète, qu'ils ne comprennent pas ce qu'on leur dit. Déjà, ils ne lisent plus. Ni nos travaux et nos propositions, alors que les idées que nous portons, comme celles sur les monographies, sont simples. On pourrait commencer par vingt villes, très concrètement. Nous proposons aussi de renforcer l'ingénierie territoriale.

Aujourd'hui, il n'y a quasiment pas de profils issus des grandes écoles dans ces territoires. Il faut abaisser le seuil pour les administrateurs territoriaux, passer de 40.000 à 5.000 habitants. On pourrait aussi affecter temporairement des hauts fonctionnaires, des administrateurs de l'État, des ambassadeurs, dans ces sous-préfectures, pour un an ou deux. Qu'ils vivent à Villefranche-de-Rouergue, par exemple. Ils comprendraient immédiatement la réalité du terrain.

Aujourd'hui, tout est rapatrié à Paris. À Bercy, la Direction générale des entreprises comptait autrefois 300 personnes sur le terrain ; elles sont désormais centralisées. Certains visitent des usines en visioconférence. Cette déconnexion est frappante, et elle vaut pour l'administration comme pour les médias.

Ce découplage est mortifère pour la République. Il faut aussi que les régions s'en

emparent, mais, au fond, cela se joue à l'Élysée et à Matignon. L'État reste central. Prenons des exemples concrets : pourquoi installer la DGSE à Vincennes pour 3 milliards d'euros ? On pourrait l'implanter dans une ville sous-préfecture comme Clamecy pour beaucoup moins cher, tout en dynamisant le territoire. De la même manière, pourquoi ne pas installer des services publics nationaux dans ces villes ? Une antenne de l'INSEE à Fontenay-le-Comte plutôt qu'à Nantes. L'immobilier y est moins cher, et cela contribue à l'aménagement du territoire.

Il faut ré-irriguer la France, comme des blocs de granit répartis sur 235 points du territoire — de Saint-Pierre en Martinique à Jonzac ou Bergerac. En rééquilibrant ainsi le pays, en combinant public et privé, on relance ces territoires, on améliore le cadre de vie, et cela coûte moins cher à la collectivité.

Antoine Foucher :

Une remarque et une question. La remarque, c'est que la prise de conscience des écarts territoriaux passe sans doute par une mesure plus fine du PIB par habitant. Aujourd'hui, l'INSEE descend au niveau régional, ce qui montre déjà qu'en moyenne le niveau de vie est deux fois plus élevé en Île-de-France que dans le reste du pays, et que certaines régions — Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France, Corse — sont en dessous du niveau moyen de la Pologne. Si l'on disposait de ces données au niveau des départements ou des villes, la prise de conscience serait encore plus forte. Si c'est techniquement possible, ce serait très utile.

Ma question porte sur la méthode. J'ai l'impression qu'il y a une tension dans votre approche entre une logique d'aménagement du territoire par le haut — par exemple relocaliser des services de l'État dans les sous-préfectures — et une autre logique, plus intéressante, qui consisterait à dire : laissez-nous prendre notre destin en main, laissez-nous créer du PIB localement, et nous dépendrons moins de la redistribution.

Aujourd'hui, il y a un dialogue de sourds : d'un côté, les territoires disent qu'ils sont abandonnés, notamment en matière de services publics ; de l'autre, Paris répond que la redistribution n'a jamais été aussi forte. Les deux sont vrais et se complètent : moins de services publics, plus de transferts individuels. D'où ma question : l'approche par l'autonomie — « *laissez-nous faire, donnez-nous de la liberté, notamment sur le foncier et les normes* » — n'est-elle pas plus efficace que d'attendre une prise de conscience des élites ou de Paris ? Et, en sous-question : existe-t-il une alternative à la réindustrialisation ? Si l'on donne plus d'autonomie aux territoires, peuvent-ils créer de la richesse autrement ? Peut-on compter sur le tourisme ou les services, ou bien la réindustrialisation est-elle la seule voie pour recoudre le territoire français ?

Fabien Verdier :

Sur la mesure du PIB, il faut descendre à l'échelle des villes sous-préfectures, à Romorantin, Montargis, Pithiviers. Le niveau régional est trop large. Cela renvoie à des facteurs structurels : la loi NOTRe de 2015 a affaibli certains territoires. Quand vous êtes à Langres, dans le Grand Est, vous êtes à quatre heures de Strasbourg. Quand vous êtes à Bressuire, en Nouvelle-Aquitaine, vous êtes marginalisé. À cela s'ajoutent la fin du cumul des mandats, la disparition de services publics, tribunaux, maternités : tout cela enlève de la compétitivité à ces villes, et ce sont des facteurs cumulatifs.

Nous plaignons pour retrouver cette compétitivité. Sur votre question du « par le haut » ou « par le bas », il faut faire les deux. D'autant que tout ne se joue plus seulement à Paris : ce sont aussi New York, Londres, Singapour ou Shanghai qui structurent désormais nos élites. Elles se forment désormais à Yale ou Princeton, passent par San Francisco, et le lien avec des territoires comme Bressuire devient très lointain ...

Il faut donc agir à tous les niveaux. Par le haut, y compris à l'échelle européenne : ces villes moyennes sont les colonnes vertébrales de nos pays, et ce sujet

commence à émerger. Les grandes métropoles comme Rotterdam, Munich ou Hambourg ont leur propre dynamique, elles n'ont pas besoin des pouvoirs publics. Les villes moyennes, elles, ont besoin d'un appui. L'État conserve une puissance considérable : 2,5 millions de fonctionnaires, un million dans les hôpitaux, des agences nombreuses. Il a la capacité d'aménager le territoire. Mais on a progressivement considéré, avec la décentralisation, qu'il n'avait plus à le faire. Or, face à trente ans de désindustrialisation, à des villes comme Montluçon qui ont perdu 20.000 habitants, il faut des politiques fortement contra-cycliques. Quand un territoire décline, il faut l'aider à remonter.

Cela doit venir aussi du terrain. À Châteaudun, nous avons créé des centaines d'emplois en cinq ans, avec des entreprises comme Vorwerk ou Safran. Nous avons prospecté des investisseurs, participé à des salons à Dubaï, Londres, en Allemagne. Cette dynamique locale est indispensable. Mais elle ne suffit pas si l'on bloque le foncier. Avec le « zéro artificialisation nette », on ne peut plus développer de nouveaux projets. Il faut donc obtenir des marges de manœuvre au niveau national, ces 100 ou 200 hectares par ville pour réindustrialiser. Le modèle métropolitain atteint ses limites : prix immobiliers très élevés, stress, difficultés de vie. Il faut rééquilibrer, redonner des moyens et des fonctions à des villes comme Bressuire, Montluçon ou Clamecy. En réirriguant ainsi le territoire, la République se renforcera, et les tensions politiques diminueront.

Lucile Schmid :

En vous écoutant, on repense au mouvement des gilets jaunes à l'automne 2018, qui avait fait surgir cette France — rurale, périurbaine — confrontée à des inégalités accrues, notamment avec la hausse de la taxe carbone et du prix des carburants, dont les effets territoriaux et sociaux n'avaient pas été anticipés. Le lien avec la transition écologique avait été particulièrement délétère. Aujourd'hui, on observe une situation assez proche : le prix du carburant augmente fortement. Une étude que nous avons menée à la Fabrique écologique sur les mobilités en

zones très rurales montre que, malgré les efforts engagés — fonds vert, expérimentations, réouverture de petites lignes ferroviaires — la dépendance à la voiture s'est accrue, car les distances entre domicile et travail continuent d'augmenter. Cela pose un problème de modèle économique.

Votre proposition sur le « zéro artificialisation nette » me paraît pertinente dans son diagnostic : la mesure a été imposée de façon technocratique, sans tenir compte des inégalités d'urbanisation entre territoires. Les métropoles peuvent absorber cette contrainte, car elles ont déjà beaucoup construit et peuvent densifier. Les petites villes, en revanche, sont pénalisées. Quand vous évoquez l'attribution de 100 hectares pour l'industrie, j'aimerais vous entendre plus précisément sur le type d'industrie que vous envisagez. On parle beaucoup de réindustrialisation, souvent sous l'angle d'une « industrialisation verte », mais sans entrer dans le détail des secteurs, des localisations, des synergies, ni des conditions de compétitivité. Et, pour l'instant, ces dynamiques bénéficient surtout aux métropoles ou aux grandes agglomérations. Par ailleurs, l'idée d'installer la DGSE à Clamecy me paraît assez disruptive. Il me semble qu'il y a tout de même des fonctions régaliennes qui doivent rester au cœur de l'État, et s'il y a bien un service que j'imagine difficilement délocalisable, c'est celui-là ...

Fabien Verdier :

Clamecy, c'est la France. Sur les Gilets jaunes, ce qui m'a marqué, c'est qu'on n'a pas ouvert les cahiers de doléances, ou très peu. Leur demande centrale, c'était la proximité. La France des 35.000 communes, c'est cela : quand on agrandit les régions comme le Grand Est ou Auvergne-Rhône-Alpes, on va à l'encontre de cette demande. Il faut revenir à la commune, au département, à la proximité.

Sur les mobilités, la question clef reste le pouvoir d'achat. Les gens veulent pouvoir vivre correctement. Ils veulent travailler, gagner 2.200 euros nets, avoir de l'intéressement, de la participation, un bon comité d'entreprise, pouvoir aller

au cinéma, partir un peu en vacances, vivre agréablement, en somme.

Aujourd'hui, la paupérisation est réelle. Un coiffeur à Châteaudun me disait qu'à partir du 10 ou 12 du mois, son salon est vide. Beaucoup de familles vivent avec un seul revenu, avec des enfants, un logement et une voiture à financer, alors que le carburant atteint des niveaux très élevés. 70 % des Français vont travailler en voiture. Sans croissance locale, les conditions de vie se dégradent pour les classes moyennes et populaires. C'est pour cela qu'il faut recréer de la croissance dans ces territoires.

Sur les secteurs industriels, il faut partir des avantages compétitifs. À Châteaudun, l'aéronautique est une filière naturelle, avec des PME, Safran et un aérodrome de 400 hectares. Ailleurs, cela peut être la cosmétique ou la pharmacie. Il faut aussi retrouver une logique de souveraineté, notamment dans le domaine pharmaceutique et médical, où les besoins sont considérables. Nos villes moyennes peuvent accueillir ces industries. Pierre Fabre est à Castres : c'est ce modèle qu'il faut multiplier. Il faut développer les entreprises de taille intermédiaire. L'Allemagne en compte 15.000 à 17.000, contre environ 5.000 en France. Or 70 à 75 % de l'industrie se situe dans des villes de moins de 20.000 habitants. Quand on abandonne ces territoires, on abandonne notre base industrielle.

Le numérique offre aussi des perspectives. À Châteaudun, nous avons un projet de data center d'un milliard d'euros sur 20 à 30 hectares. Il n'a pas pu aboutir faute de raccordement électrique : mettre des lignes à haute tension à Châteaudun coûte trois fois plus cher qu'à Bordeaux ... Ces territoires subissent des handicaps supplémentaires. Il faut donc rééquilibrer, investir, accompagner. Installer des formations en intelligence artificielle, attirer des ingénieurs, des techniciens, des Bac +2, les faire vivre sur place, inscrire leurs enfants dans les clubs locaux. C'est ainsi qu'on recrée un tissu économique et social. C'est l'ensemble de ces leviers que nous portons.

Lucile Schmid :

Je voudrais insister sur un point : vous évoquez la réindustrialisation, mais les entreprises apparaissent assez peu comme des interlocuteurs. On exprime une déception vis-à-vis de l'État et de l'action publique, mais n'y a-t-il pas aussi un rôle à imaginer du côté des entreprises ? L'aménagement du territoire ne passe-t-il pas aussi par elles, par leur capacité à s'engager dans ces dynamiques ?

Deuxième question, sur l'élargissement des acteurs. La mobilisation récente des agriculteurs est devenue un élément structurant du débat politique. Vous parlez de réindustrialisation, mais vous n'évoquez pas l'agroalimentaire. Comment intégrer ces secteurs et, plus largement, les agriculteurs dans cette réflexion sur l'aménagement du territoire ? On a vu une résonance entre les gilets jaunes et cette mobilisation agricole : comment en tenir compte ?

Fabien Verdier :

Sur les entreprises, nous avons une approche très tournée vers les industriels, avec l'idée d'aller chercher des investisseurs, à Paris comme à Dubaï. Ce que disait Antoine Foucher est juste : si l'on attribue 100 ou 200 hectares de droits à construire pour l'industrie dans chaque ville sous-préfecture, on rééquilibre mécaniquement le territoire. Si Puteaux dispose d'un peu moins de droits et Châteaudun d'un peu plus, les entreprises se redéploieront naturellement. Nous l'avons constaté concrètement : Altrix s'est développée, Vorwerk a ouvert un deuxième site, et un troisième projet est en cours sur 8 ou 9 hectares. C'est donc un levier très puissant. À l'inverse, le Zéro Artificialisation Nette a constitué un facteur d'enterrement pour les villes moyennes et les sous-préfectures. Un maire d'une commune proche de Paris me disait : « *ma ville fait 2 km², tout est déjà bétonné, donc le ZAN ne change rien pour moi* ». Châteaudun, c'est 28,5 km² : l'impact n'a rien à voir. À Montluçon ou à Lesparre-Médoc, cela a clairement freiné le développement.

Sur les agriculteurs, vous avez raison, leur rôle est central. Je les défends

pleinement. À Châteaudun, en Beauce, nous n'avons qu'une seule grande unité agroalimentaire, l'usine Ebly. Nous devrions en avoir quatre ou cinq. Cela montre que l'aménagement du territoire n'a pas été mené correctement depuis vingt ou trente ans. Il faut donc structurer des filières locales : développer l'agroalimentaire, soutenir les débouchés pour les agriculteurs, encourager la transformation sur place. Cela passe aussi par une logique de proximité, de circuits plus courts, et par une stratégie économique territoriale cohérente.

Antoine Foucher :

Une dernière question sur l'industrie. Nous avons évoqué l'État, les élus, les entreprises ; parlons maintenant des travailleurs et des citoyens. Il existe un préjugé – est-ce un préjugé ? – selon lequel tout le monde est favorable à la réindustrialisation, mais à condition que l'usine ne s'installe pas à côté de chez soi. On retrouve cette idée dans le débat américain : dans son livre *Abundance*, Ezra Klein montre que l'on construit davantage dans les États républicains que dans les États démocrates, où l'on défend l'égalité tout en refusant les projets à proximité immédiate.

Vous avez engagé une dynamique de réindustrialisation à Châteaudun.

Comment cela a-t-il été perçu localement ? Au-delà de la question du pouvoir d'achat, que vous avez évoquée, qu'en est-il des nuisances, des transports, de l'acceptabilité sociale des projets ? Y a-t-il eu des contestations ? Autrement dit, comment réagissent concrètement les habitants lorsqu'une implantation industrielle se fait à proximité de leur lieu de vie ?

Fabien Verdier :

Sur les citoyens et les travailleurs, je vais aller à l'essentiel. Pour réindustrialiser, il faut du foncier, une volonté politique, mais aussi de la formation. À Châteaudun, nous avons un CFA (Centre de Formation d'Apprentis) industriel historique, lié à la métallurgie. Il faut développer ces formations, du CAP au bac

pro, et parfois directement dans l'usine. C'était le cas autrefois chez Safran : on habitait à côté, on se formait dans l'usine, on y travaillait ensuite. Il existait un véritable écosystème industriel. Cela revient un peu, mais il faut l'amplifier.

Sur le préjugé « *pas dans mon jardin* », je pense que c'est surtout un prisme métropolitain. Dans certaines grandes villes, on ne veut plus d'usines. À Strasbourg, Lyon ou Nantes, cela a même structuré des choix politiques. Mais dans nos territoires, c'est l'inverse. Nous avons été tellement désindustrialisés que l'arrivée d'usines est bien accueillie.

L'exemple de Vorwerk est très parlant : l'usine a été très favorablement reçue. Une centaine d'emplois ont déjà été créés, notamment pour des habitants des quartiers voisins, qui peuvent s'y rendre à pied et accéder à des emplois correctement rémunérés, souvent avec une perspective de CDI après l'intérim. Même chose pour un projet pharmaceutique de 36.000 m², qui pourrait créer plus de cent emplois : l'accueil est très favorable.

Un autre point important, c'est le sous-investissement massif des dernières décennies. Beaucoup de petites entreprises travaillent encore dans des bâtiments vétustes, énergivores, parfois hérités des années 1970, malgré un savoir-faire remarquable. Lorsque nous construisons des bâtiments neufs, comme celui d'Altrix dans le parc d'activité de la Bruyère, avec des standards environnementaux très élevés (label d'excellence BREEAM), on change complètement de logique : meilleure performance énergétique, lumière naturelle, confort de travail. Ce sont des bâtiments modernes, efficaces, écologiques.

Plus il y a d'investissements industriels – plus de 300 millions d'euros d'investissements privés entre 2020 et 2025 à Châteaudun –, plus on enclenche un cercle vertueux : écologie, emploi, attractivité. Comme le disait Helmut Schmidt, les investissements d'aujourd'hui sont la croissance de demain et les emplois d'après-demain. Mais cela ne peut pas se limiter à l'industrie. Il faut penser l'ensemble : logement, industrie, enseignement supérieur et recherche. C'est cet écosystème complet qu'il faut reconstruire.

Lucile Schmid :

En vous écoutant, je pense à la perspective de 2027 et à la question de la résonance médiatique évoquée par Philippe, notamment à travers les monographies. Très concrètement, comment faire autrement des médias ? Pas seulement constater qu'ils ne s'intéressent pas à ces territoires, mais proposer autre chose. Avez-vous une suggestion ?

Fabien Verdier :

L'avenir de la France se joue à Montmorillon, à Pithiviers, dans ces villes sous-préfectures. Celui ou celle qui ne comprend pas cela ne peut pas gouverner la France. Il faut y *aller* concrètement, physiquement. Et je souhaiterais que le premier déplacement du président de la République après 2027 ne soit pas à Berlin, mais dans une ville sous-préfecture. Ce serait un geste symbolique fort.

Philippe Meyer :

On pourrait aussi souhaiter que parmi les candidats à l'élection présidentielle, l'un ou l'une entreprenne la tournée des 235 villes que vous avez fédérées, afin de prendre directement la mesure de leurs réalités et de leurs attentes.